

Département de l'Isère
Canton de l'Oisans
Commune LES DEUX ALPES

DELIBERATION N° 2022-076

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 20 juin 2022

L'an deux mille vingt-deux, le 20 juin 2022 à 19h00,

Le conseil municipal de la commune LES DEUX ALPES, dûment convoqué le 16 juin 2022, a tenu une réunion en session ordinaire, en présentiel et en visioconférence, sous la présidence de M. Christophe AUBERT.

Etaient présents en séance : Christophe AUBERT, maire,
Éric GRAVIER, Agnès ARGENTIER, Patrick PELLORCE, Cécile NEYRAUD, Françoise MOREAU, adjoints,

Marie-Hélène COING, maire déléguée de Mont de Lans.

Jean-Luc BISI, Anne MILLET, Paul VAN LEEUWEN, Enrica TASSO, Fabien VEYRAT, Pascal ESPITALLIER, conseillers municipaux.

Etaient présents en visioconférence : Pierre BALME, maire délégué de Venosc, Stéphane VAISSIERES, conseiller municipal.

Etaient absents ou excusés : Laurent GIRAUD, Ugo MOUNIER, Céline VALETTE, André GARDEN.

Etait représentée dans le cadre d'une procuration :

Angélique AGUILAR donne procuration à Enrica TASSO

Conformément aux dispositions de l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales (CGCT), il a été procédé à la nomination des secrétaires de séance pris au sein du conseil : Mme Marie-Hélène COING et M. Jean-Luc BISI ayant obtenu la majorité des suffrages, ont été désignés pour remplir ces fonctions qu'ils ont acceptées et conformément à l'article L.2121-18 du même code, la séance a été publique.

DOMAINE ET PATRIMOINE : 3.1 - Acquisitions

OBJET : Acquisition d'un bien sans maître

VU le Code général de la propriété des personnes publiques, notamment les articles L1123-1 à L1123-3, et R.1123-1,

VU l'article 713 du Code civil,

VU la circulaire NOR/MCT/B/06/00026/C du 8 mars 2006 relative aux modalités d'application de l'article 147 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,

VU l'avis de la commission communale des impôts directs du 25 mars 2021,

VU l'arrêté municipal n° 2021-127 du 22 novembre 2021,

VU l'avis de publication du 6 décembre 2021 paru dans le journal d'annonces légales Le Dauphiné Libéré,

Rapporteur : Agnès Argentier

En application de l'article 713 du code civil, les biens qui n'ont pas de maître appartiennent à la commune sur le territoire de laquelle ils sont situés. Il convient toutefois de s'assurer préalablement que le bien puisse être qualifié de bien vacant sans maître en engageant la procédure d'appréhension règlementée par le Code général de la propriété des personnes publiques.

Celle-ci a été engagée sur la parcelle cadastrée 253 section AM n°176, d'une superficie de 163 m², présumée sans maître. Conformément à l'article L1123-1 du CGPPP, ladite parcelle relève des immeubles qui n'ont pas de propriétaire connu et pour lesquels depuis plus de trois ans, les taxes foncières n'ont pas été acquittées ou ont été acquittées par un tiers.

Après avis de la commission communale des impôts directs du 25 mars 2021 et l'accomplissement des mesures de publicité, notamment la publication en date du 6 décembre 2021 d'un article dans le journal Le Dauphiné Libéré et l'affichage du 7 décembre 2021 au 7 juin 2022 de l'arrêté du maire n° 2021-127, la commune a constaté l'absence de propriétaire connu et de paiement des contributions foncières.

Au terme de la procédure, le bien est présumé sans maître et le conseil municipal peut décider de l'incorporer dans le domaine communal privé. A défaut, la propriété du bien est attribuée à l'Etat. Cette incorporation est ensuite constatée par arrêté du maire.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et après que Monsieur le maire ait demandé à chaque conseiller de se prononcer pour ou contre la délibération soumise au vote ou à s'abstenir, à l'unanimité des suffrages exprimés :

- **DECIDE** d'incorporer le bien présumé sans maître dans le domaine privé communal, à savoir la parcelle cadastrée 243 section AM n° 176,
- **CHARGE** Monsieur le Maire de prendre l'arrêté qui constatera cette incorporation.
- **DONNE** tout pouvoir au maire à l'effet de signer toutes pièces se rapportant à ce dossier.

Fait et délibéré en séance, les jours, mois et ans que dessus. Au registre sont les signatures.



Pour extrait conforme,
Le maire, Christophe AUBERT